

Opinion

Par Fabienne Keller, secrétaire nationale de l'UMP en charge des Transports et de l'Environnement; Alain Juppé, maire de Bordeaux; Jean-Luc Moudenc, maire de Toulouse; Édouard Philippe, maire du Havre; Christian Estrosi, maire de Nice; Jean Rottner, maire de Mulhouse; Hubert Falco, maire de Toulon; Alain Astruc, maire d'Aumont-Aubrac; Antoine Audi, maire de Périgueux; Caroline Cayeux, maire de Beauvais; Natacha Bouchart, maire de Calais; Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières; Christian Bouleau, maire de Gien.

Menace sur les lignes Intercités: notre ambition pour le train

Maires et responsables de l'UMP, nous condamnons l'orientation du rapport Duron et ses préconisations visant à sacrifier de nombreuses dessertes Intercités reliant nos villes.

NOUS N'ACCEPTONS pas le scénario d'un maillage ferroviaire français composé uniquement d'un réseau à grande vitesse, d'un côté, et des TER de l'autre. Nous avons besoin de lignes ferroviaires dont le prix reste abordable et qui relient nos régions et nos territoires. En un mot, nous avons besoin de trains qui relient la France et les Français.

NOUS REGRETTONS ces choix budgétaires à court terme, qui condamnent l'avenir du réseau ferroviaire français à long terme.

NOUS CONNAISSONS les difficultés des lignes Intercités visées par le rapport de la commission présidée par le député Philippe Duron.

Les voyageurs se détournent naturellement des trains vétustes où le respect des horaires est plus que précaire. Cette situation, l'État en est responsable, car depuis des décennies, les investissements nécessaires au renouvellement des rames et des infrastructures sont insuffisants.

NOUS CONSTATONS que l'absence d'ambition dans le secteur ferroviaire est également

due à l'abandon de l'écotaxe par Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, de l'Énergie et des Transports. En effet, l'écotaxe devait permettre d'alimenter le budget de l'AFITF (Agence de financement des infrastructures de transport de France), dont l'objectif premier est l'investissement sur le réseau ferroviaire. La décision de Ségolène Royal s'avère parfaitement anti-écologique.

NOUS SOMMES, par ailleurs, étonnés que l'État organise lui-même l'affaiblissement de son propre réseau ferroviaire. En effet, la libéralisation mal préparée du transport par autocar voulue par la loi Macron ne manquera pas de concurrencer des lignes Intercités d'ores et déjà fragilisées.

POUR NOTRE PART, élus UMP de grandes ou de moyennes villes, nous partageons une ambition pour le train. Nous considérons

que le secteur ferroviaire est un secteur d'avenir et un outil efficace du développement durable.

Renoncer au train, c'est abandonner l'idée d'une France maîtrisant à la

fois l'aménagement du territoire et ses émissions de gaz à effet de serre. Renoncer au train, c'est donner un mauvais signal, notamment au moment où la France organise la COP 21 et se doit d'être exemplaire. ●

Nous avons besoin de lignes ferroviaires au prix abordable qui relient la France et les Français